

# Pascal Lamy : "Il faut une régulation contraignante"

LE MONDE | 08.11.08 | 13h54 • Mis à jour le 09.11.08 | 10h45

Pascal Lamy, directeur général de l'OMC.

Depuis le 4 novembre, Pascal Lamy est candidat à sa propre succession à la direction générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), afin de rendre le commerce international plus favorable au développement. Ce socialiste libéral plaide pour une régulation "*dure*" de la finance internationale, qui lui semble l'un des derniers "trous noirs" de la gouvernance mondiale.

## L'élection de Barack Obama peut-elle modifier la gouvernance économique mondiale ?

Barack Obama a une vision d'un système international plus tourné vers les relations multilatérales et il est davantage préoccupé par le devenir des pays en développement que ses prédécesseurs. C'est une constante du Parti démocrate, particulièrement marquée chez lui, compte tenu de sa personnalité.

Sur la crise économique, il a aussi une boîte à outils idéologique plus opérationnelle. Il est moins gêné que les républicains pour réaliser des investissements publics pour la relance, notamment en finançant des infrastructures, tant dans l'énergie que dans l'environnement, sujets majeurs pour les Américains.

Pour le commerce international, n'oublions pas que les Etats-Unis sont nés d'une guerre douanière. C'est le Congrès qui contrôle la politique commerciale. Il ne fait que déléguer ses pouvoirs à l'exécutif. Dans un sens, pour le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les résultats de l'élection à la Chambre des représentants ou au Sénat sont plus importants que ceux de la présidentielle. Or la politique commerciale du Congrès a toujours été bipartisane.

Ce qui change avec le Parti démocrate, c'est son programme de réduction de l'insécurité sociale. Le sentiment que le commerce provoque cette insécurité est plus fort aux Etats-Unis, car leur filet de sécurité sociale est plus ténu qu'ailleurs. Comparé à leur revenu, il est même proportionnellement inférieur à celui des Brésiliens. A l'autre extrême du spectre, les Suédois, eux, sont très favorables à l'ouverture des échanges, parce qu'ils ont un système social qui leur permet de gérer le stress qu'elle génère. Si les démocrates appliquent leur programme social, cela peut rassurer les Américains et faciliter les négociations commerciales internationales. Encore faut-il qu'ils aient les moyens financiers de leurs ambitions. Quoi qu'il en soit, je crois qu'il serait erroné d'associer les républicains au libéralisme et les démocrates au protectionnisme.

## Pourquoi avez-vous annoncé, le 4 novembre, que vous êtes candidat à votre propre succession ?

Je devais me prononcer avant début décembre, et la raison que j'avais de venir à l'OMC est toujours valable : rééquilibrer les règles du système commercial international pour le rendre plus favorable au développement. Dans les circonstances actuelles, et compte tenu des progrès réalisés, je considère qu'il vaut mieux opter pour la continuité.

Nous entrons dans une récession très sévère. Le commerce doit jouer son rôle d'amortisseur des tensions. Garder des échanges ouverts sera fondamental pour sortir de la crise. N'oublions pas que, après 1929, l'"effet domino" des mesures protectionnistes a débouché sur une crise économique mondiale et sur le pire conflit armé de l'Histoire. L'OMC est née de cette catastrophe. Depuis soixante ans, nous n'avons cessé d'améliorer notre mode d'intervention, notamment avec la création du mécanisme de règlement des différends. L'OMC, c'est l'ouverture des échanges dans un cadre régulé.

## Quelle est votre analyse de la crise actuelle ?

Elle trouve son origine dans la contraction excessive d'une sphère financière dont la dilatation avait été excessive. Elle a touché dans un premier temps les pays développés, puis les pays émergents. Elle va aussi affecter les pays les plus pauvres. C'est une crise d'ampleur totalement inconnue, donc dont la durée est imprévisible. Tout dépendra de la qualité et de la coordination des politiques publiques mises en oeuvre.

### **Que préconisez-vous ?**

Je remarque qu'il y a des organisations mondiales pour le commerce, la santé, l'environnement, les télécommunications, l'alimentation. Il existe deux "trous noirs" dans la gouvernance mondiale : la finance, avec ses bulles qui éclatent, et les migrations, un secteur où il n'y a pas de bulle, mais des drames quotidiens.

### **Il faut donc une organisation mondiale de la finance ? Une "OMF" sur le modèle de l'OMC ?**

Je crois que nous avons besoin d'une régulation internationale de la finance avec des règles contraignantes, et un mécanisme de surveillance et de sanctions. Un bovin malade ou un briquet dangereux ne franchissent pas les frontières ; un produit financier toxique le peut.

Il y a une décision à prendre : veut-on une simple coopération ou coordination que j'appellerai "molle" ou bien une régulation "dure", contraignante ? Pour le moment, il n'y a que des intervenants ad hoc, le Comité de Bâle, le G20, etc. Il n'y a pas d'engagement des Etats les uns vis-à-vis des autres qui les conduisent à accepter des disciplines, donc une diminution des marges de manoeuvre nationales.

Les termes du débat sont les mêmes depuis la création de la Société des nations (SDN) : veut-on une gouvernance internationale ? Comment l'organise-t-on ? Qui est chargé de la négocier et de la faire respecter ? Dans le domaine du commerce, la volonté politique existe depuis la crise de 1929 ; la conviction est que l'ouverture maîtrisée des échanges est vertueuse ; on a construit une organisation technique au sein de laquelle les règles sont négociées et respectées.

Dans la finance, on n'en est qu'à la première étape. Il n'y a que quelques morceaux de régulation internationale. Pas de supranational, avec une autorité. Franchir le pas est un sujet politiquement sensible aux Etats-Unis, mais aussi dans les pays émergents, qui sont encore moins accoutumés à partager leur souveraineté. Pensez qu'il a fallu quinze ans pour que la Chine accepte que sept juges siégeant à Genève tranchent dans le cadre de l'OMC des litiges qui la concernaient et lui imposent leur décision. C'est une révolution idéologique.

Dans le domaine financier, il y a deux types d'instances internationales possibles : soit le Fonds monétaire international (FMI) et les ministres des finances, soit les banques centrales, les superviseurs et la Banque des règlements internationaux (BRI). Cela fait quinze ans que le débat oscille entre ces deux pôles.

### **Peut-on dire que les Européens sont pour une régulation "dure" et les Américains pour une coordination "douce" ?**

Je vous trouve bien affirmatif concernant une éventuelle position commune des Européens, au demeurant nécessaire.

Dans la finance comme dans le commerce, il me paraît évident qu'on ne peut pas être à la fois souverainiste et en faveur de régulations globales qui, par définition, exigent des compromis. En matière commerciale, la mondialisation génère des tensions, mais le protectionnisme ne constitue pas une réponse : on ne peut pas vouloir exporter et refuser d'importer. Je comprends la dimension que j'appellerais "anthropolitique" du protectionnisme, mais c'est économiquement absurde.

## **Comment faire ?**

Il faut mettre en place des systèmes de protection sociale. J'ai toujours considéré que les bénéfices de l'ouverture commerciale sont indiscutables, mais ils n'ont des effets positifs que si des politiques nationales ou internationales prennent le relais pour en tirer les conséquences. Cette crise met à l'épreuve la qualité des systèmes domestiques de solidarité. Il faut que ceux-ci s'articulent aux niveaux national, régional et aussi mondial. La violence du processus est comparable à celle de la révolution industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle qui a débouché sur des systèmes nationaux de protection sociale. Il nous faut aujourd'hui des systèmes de solidarité mondiaux.

## **Craignez-vous un retour du protectionnisme ?**

C'est un danger réel, mais n'oublions pas que les pays asiatiques, les derniers à avoir connu une crise financière majeure en 1997, s'en sont sortis grâce à leurs exportations. Le commerce mondial est une police d'assurance.

La crise a déjà un impact sur le financement du commerce international. Depuis les Templiers, 90 % de celui-ci fonctionne avec du crédit court terme. Le 12 novembre, l'OMC organisera une réunion à ce sujet pour persuader la communauté financière de ne pas traiter le financement du commerce comme un crédit toxique. On risquerait de tuer le dynamisme des pays émergents qui seront, en 2009, les seuls à pouvoir tirer la croissance mondiale.

## **Propos recueillis par Alain Faujas et Frédéric Lemaître**

Article paru dans l'édition du 09.11.08.